mis declarez dudit *Empire*, sont des contraventions manifestes à la Paix Territoriale, & aux Loix & Constitutions fondamentales de l'*Empire*, & dont les transgresseurs doivent encourir les peines y prescrites.

8. Dans le troisième Article du même Traité, on voit entr'autres les paroles suivantes: *Que si de la part de l'Empire on formoit les desseins mentionnez dans ce même Article, au préjudice des Rois de la Grande Bretagne & de Prusse, la France prendroit ouvertement parti jusqu'à ce que les troubles, torts & usurpations puissent être entièrement abolis & reparez.* Il s'entuit: 1. Qu'à l'égard de ces Membres de l'*Empire*, contractans, le recours des autres Membres à S. M. I. & aux Tribunaux Suprêmes de l'*Empire*, ensemble la Jurisdiction & le pouvoir de rendre justice, n'auroient plus lieu; & que par conséquent il n'y auroit plus pour eux à espérer, ni plus de ressource contre les oppressions desdits Princes. 2. Que la Paix Territoriale seroit sans aucune vigueur. 3. Qu'on pourroit impunément contrevenir à la Capitulation de l'Élection, qui défend expressément, même à S. M. I., de faire entrer des Troupes étrangères dans l'*Empire*. Et que 4. les susdits Contractans se pourroient toujours mettre de main forte en possession de leurs Droits effectifs ou prétendus, & s'y maintenir, au moyen des Troupes étrangères, contre l'Autorité de l'Empereur, contre leur Juge & Seigneur Suprême, & contre les autres Etats également Membres de l'*Empire* comme eux.

9. Par tout ce qu'on vient d'avancer, il paroît manifestement, qu'on vient de conclure dans les formes une Alliance offensive & défensive contre S. M. I. & l'*Empire*: Entreprise qui étant directement contraire au serment & aux devoirs d'un